

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 382

[C - 99/27083]

**7 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux délégations de pouvoirs des fonctionnaires de l'Agence wallonne à l'Exportation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 11;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation, en date du 7 septembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

*CHAPITRE Ier. — Dispositions générales***Article 1^{er}.** Au sein de l'Agence wallonne à l'Exportation, ci-après dénommée l'Agence, les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit organisme.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location.

*CHAPITRE II. — Des attributions respectives du directeur général, de l'inspecteur général et des directeurs**Section 1re. — Des délégations générales***Art. 3.** Délégation est accordée au directeur général pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel de l'Agence ainsi que pour approuver et payer les indemnités de personnel et toute autre dépense de personnel imputables au budget de l'Agence.**Art. 4.** Le directeur général et les agents définitifs des niveaux 1, 2+ ou 2 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et payer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus au budget de l'Agence.**Art. 5.** Chaque agent délégué est tenu de communiquer mensuellement au directeur général :

1° une liste des engagements et paiements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;

2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis au directeur général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le directeur général communique lesdits documents au conseil d'administration de l'Agence.*Section 2. — Des délégations relatives aux délégations à l'étranger***Art. 6.** Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour approuver et payer toute dépense imputable au budget de l'Agence et relative aux frais de fonctionnement des délégations à l'étranger :

— directeur général : 2 500 000 francs;

— inspecteur général : 1 250 000 francs.

Chaque attaché économique et commercial de la Région wallonne à l'étranger a en outre délégation, dans le cadre de l'enveloppe qui lui est reconnue, pour :

1° approuver et payer les dépenses relatives aux frais mentionnés à l'alinéa 1^{er};

2° signer à l'étranger et pour le poste dont il a la charge, après accord préalable de l'inspecteur général de l'Agence, les contrats de travail du personnel auxiliaire de nationalité autre que belge, les contrats de bail et d'entretien ainsi que les bons de commande ou contrats relatifs à l'achat de biens meubles durables.

Section 3. — Des délégations

en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 7. En ce qui concerne les marchés publics, pour lesquels l'Agence est le pouvoir adjudicateur, délégation est accordée pour arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation, engager la procédure et sélectionner les candidats à un marché :

— au directeur général jusqu'à concurrence d'un montant de 1 250 000 francs;

— à l'inspecteur général jusqu'à concurrence d'un montant de 500 000 francs.

La délégation est ensuite majorée jusqu'à concurrence d'un montant de :

— 2 500 000 francs pour le directeur général;

— 1 250 000 francs pour l'inspecteur général,

1° pour attribuer le marché;

2° pour accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché, sans préjudice des compétences attribuées au fonctionnaire désigné dans le cahier spécial des charges en application des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur général est habilité à déroger aux clauses et conditions essentielles du marché conclu, à transiger et à remettre les amendes pour retard d'exécution jusqu'à concurrence d'un montant de 500 000 francs.

Art. 8. Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels l'Agence est le maître de l'ouvrage, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs peuvent être approuvés par le directeur général pour autant qu'il ne dépasse pas 15 % du montant initial de la soumission et jusqu'à concurrence d'un montant de 1 250 000 francs.

Section 4. — Des délégations relatives au personnel

Art. 9. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger;

2° octroyer des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;

3° octroyer des congés parentaux et des congés pour suivre les cours à l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;

4° prendre les décisions relatives à la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

5° procéder à l'admission au stage et à la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

6° procéder à l'affectation des agents;

7° fixer la résidence administrative des agents;

8° prendre les décisions relatives à la mutation à la demande de l'agent et à la mutation d'office jusqu'aux grades de rang A5;

9° prendre les décisions relatives à l'interruption de la carrière professionnelle et prendre les mesures permettant de pourvoir au remplacement du personnel ayant eu recours à cette interruption. Une information au conseil d'administration et au Ministre fonctionnellement compétent est prévue conformément à l'article 11 de cet arrêté;

10° prendre les décisions relatives aux congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

11° désigner, dans le cadre des affaires examinées par la chambre de recours, l'agent définitif chargé de défendre la proposition contestée;

12° prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

13° prononcer la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

14° prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de santé administratif;

15° signer, en exécution des décisions du conseil d'administration et du Gouvernement, les contrats de travail du personnel non statutaire;

16° prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel contractuel et en informer le conseil d'administration dans les meilleurs délais;

17° recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

18° prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des agents de l'Agence, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel;

19° prendre les décisions relatives aux congés politiques;

20° prendre les décisions relatives à la fixation de l'ancienneté administrative.

Art. 10. Aux fins prévues à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements, de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, le Gouvernement wallon peut autoriser l'engagement d'agents contractuels sur la proposition du conseil d'administration de l'Agence.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur général peut pourvoir au remplacement du personnel momentanément absent. Dans ce cas, le contrat ne peut excéder un an.

Art. 11. Le directeur général est tenu de communiquer semestriellement au conseil d'administration et au Ministre fonctionnellement compétent, pour chaque engagement d'agent contractuel :

— le nom et le prénom de la personne engagée;

— les dates des contrats successifs à l'Agence (date, début et fin de contrat);

— la fonction exercée;

— la ou les missions à laquelle/auxquelles la personne est affectée.

Section 5. — De l'exercice des délégations

Art. 12. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de l'Agence.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er} sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement au directeur concerné.

Art. 13. Les supérieurs hiérarchiques d'un agent délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par l'agent délégué.

CHAPITRE III. — *Du pouvoir de gestion exclusif du Gouvernement wallon*

Art. 14. En ce qui concerne le personnel, le Gouvernement wallon est seul compétent pour :

- 1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;
- 2° l'octroi des délégations;
- 3° le cadre;
- 4° les autorisations annuelles relatives au taux d'occupation du cadre;
- 5° les autorisations ponctuelles de recrutement de personnel contractuel.

CHAPITRE IV. — *Du pouvoir de gestion exclusif du conseil d'administration*

Art. 15. En ce qui concerne le personnel, le conseil d'administration est seul compétent pour :

- 1° l'octroi de fonctions supérieures et les promotions par avancement de grade au niveau 1;
- 2° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours;
- 3° l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents du niveau 1;
- 4° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;
- 5° recevoir les prestations de serment des agents du niveau 1.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 16. Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 382

[C - 99/27083]

7. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Vollmachtserteilungen der Beamten der «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der «Agence wallonne à l'Exportation», insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der «Agence wallonne à l'Exportation» vom 7. September 1998;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Innerhalb der nachstehend die Agentur genannten «Agence wallonne à l'Exportation» werden die Vollmachten den statutarischen Personalmitgliedern, die Planstellen des Personals der besagten Einrichtung besetzen, erteilt.

Die Vollmachten, die dem Inhaber eines Amtes erteilt sind, werden ebenfalls dem Beamten, der mit diesem Amt beauftragt ist, erteilt.

Art. 2 - Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Beträge decken die gesamte Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es sich um das Abonnement auf eine Zeitung, eine Zeitschrift oder eine Datenbank oder um einen Verleih handelt, deckt die Ausgabe die jährlichen Kosten des Abonnements oder des Verleihs.

KAPITEL II — *Zuständigkeiten des Generaldirektors, des Generalinspektors und der Direktoren*

Abschnitt 1 — *Allgemeine Befugnisse*

Art. 3 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Überweisungsausweise bezüglich der Gehälter und Zulagen des Personals der Agentur zu unterzeichnen sowie die Vergütungen des Personals und jede andere Personalausgabe, die zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur fallen, zu genehmigen und zu zahlen.

Art. 4 - Der Generaldirektor und die endgültig ernannten Bediensteten der Stufen 1, 2+ oder 2, die zu diesem Zweck von ihm bezeichnet werden, sind befugt, die vom ersten Anweisungsbefugten festgelegten Ausgaben zu Lasten der im Haushaltsplan der Agentur vorgesehenen Mittel zu genehmigen und zu zahlen.

Art. 5 - Jeder bevollmächtigte Bedienstete ist verpflichtet, dem Generaldirektor jeden Monat das Folgende zu übermitteln:

1° eine Liste der Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses getätigt hat;

2° ein Verzeichnis der neuen Vermögenserwerbe mit der Angabe der dem Material vergebenen Inventarnummer und seiner Lokalisierung.

Die im ersten Absatz erwähnten Dokumente werden dem Generaldirektor innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Ablauf der betroffenen monatlichen Periode übermittelt. Der Generaldirektor teilt dem Verwaltungsrat der Agentur die besagten Dokumente mit.

Abschnitt 2 — Befugnisse bezüglich der Delegationen im Ausland

Art. 6 - Den Inhabern der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu dem gegenüber ihrem Dienstgrad angegebenen Betrag, jede Ausgabe, die zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur fällt und die Betriebsaufwendungen der Delegationen im Ausland betrifft, zu genehmigen und zu zahlen:

— Generaldirektor: BEF 2 500 000

— Generalinspektor: BEF 1 250 000.

Jeder Wirtschafts- und Handelsattaché der Wallonischen Region im Ausland ist außerdem nach Maßgabe der ihm zuerkannten Haushaltsmittel berechtigt,

1° die Ausgaben bezüglich der im ersten Absatz angegebenen Aufwendungen zu genehmigen und zu zahlen;

2° im Ausland und für den Posten, den er innehat, nach vorherigem Einverständnis des Generalinspektors der Agentur die Arbeitsverträge des nicht belgischen Hilfspersonals, die Miet- und Wartungsverträge sowie die Bestellscheine oder Verträge über den Ankauf von langlebigen beweglichen Gegenständen zu unterzeichnen.

Abschnitt 3 — Befugnisse in Sachen Vergabe und Ausführung von öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen

Art. 7 - Wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die Agentur der öffentliche Auftraggeber ist, ist der Generaldirektor berechtigt, bis zu einem Betrag von 1 250 000 BEF das Sonderlastenheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten und die Bewerber um einen Auftrag auszuwählen.

Die Vollmacht wird dann bis zu einem Betrag von BEF 2 500 000 erhöht, und zwar um:

1° den Auftrag zu vergeben;

2° die Handlungen betreffend die Ausführung des Auftrags durchzuführen, unbeschadet der Zuständigkeiten, die dem Beamten erteilt sind, der in Anwendung der gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen über die öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge im Sonderlastenheft bezeichnet ist.

In Abweichung von Absatz 1, 2° ist der Generaldirektor berechtigt, von den wesentlichen Klauseln und Bedingungen des abgeschlossenen Auftrags abzuweichen, Vergleiche abzuschließen und Geldstrafen wegen Auftragsrückstand bis zu einem Betrag von BEF 500 000 zu erlassen.

Art. 8 - Im Rahmen der Genehmigung von zusätzlichen oder abändernden Arbeiten, für die die Agentur der Bauherr ist, kann der Betrag einer Abrechnung oder der Gesamtbetrag der aufeinanderfolgenden Abrechnungen vom Generaldirektor genehmigt werden, soweit er 15 % des ursprünglichen Betrags nicht überschreitet und zwar bis zu einem Betrag von BEF 1 250 000.

Abschnitt 4 — Befugnisse in Sachen Personal

Art. 9 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht für das Folgende erteilt:

1° Beschlüsse zu fassen, was die Jahresurlaubstage, die besonderen und umstandsbedingten Urlaubstage und die Dienstaufgaben, mit Ausnahme der Aufgaben im Ausland, betrifft;

2° Dienstbefreiungen, die durch Umstände zwingender Gewalt erfordert werden, zu bewilligen;

3° Elternurlaub und Arbeitsbefreiungen, um an in der Zivilschutzschule gegebenen Kursen teilzunehmen, um Leistungen in Friedenszeiten zu erbringen, um ein Kind im Hinblick auf dessen Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft aufzunehmen, zu bewilligen;

4° Beschlüsse zu fassen, was Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten betrifft;

5° die Zulassung zur Probezeit und die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 vorzunehmen;

6° die Zuweisung der Bediensteten vorzunehmen;

7° den Amtssitz der Bediensteten festzulegen;

8° Beschlüsse zu fassen, was die Versetzung auf Antrag des Bediensteten und die Versetzung von Amts wegen bis zu den Dienstgraden des Rangs A5 betrifft;

9° Beschlüsse über die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu fassen und die Maßnahmen zu treffen, um das Personal, das diese Unterbrechung in Anspruch genommen hat, zu ersetzen. Eine Mitteilung an den Verwaltungsrat und an den von der Funktion her zuständigen Minister wird gemäß Artikel 12 dieses Erlasses vorgesehen;

10° Beschlüsse zu fassen über Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, über Arbeitsbefreiungen, um eine Probezeit in einem öffentlichen Dienst abzuleisten, um eine Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen vorzuschlagen, um eine Aktivität innerhalb der durch die gesetzgebenden nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Versammlungen anerkannten politischen Fraktionen oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen auszuüben, über reduzierte Leistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, über Aufgaben bzw. gewerkschaftliche Aufgaben, über langzeitige Abwesenheiten aus familiären Gründen, über reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zum sozialen Aufstieg teilzunehmen;

11° im Rahmen der durch die Berufungskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten endgültig ernannten Bediensteten zu bezeichnen;

12° die zeitweilige Entlassung aus dem Dienst wegen einer Krankheit oder Gebrechlichkeit, die die endgültige Dienstunfähigkeit nicht zur Folge hat aber Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, zu verkünden;

13° die Zurdispositionsstellung aus persönlichen Gründen zu verkünden;

14° Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefaßten Beschlüsse in bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind;

15° in Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats oder der Regierung die Arbeitsverträge des nicht statutarischen Personals zu unterschreiben;

16° in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals aus schwerwiegenden Gründen zu fassen und den Verwaltungsrat unverzüglich darüber zu informieren;

17° die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 abzunehmen;

18° die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Bediensteten der Agentur, einschließlich des Gehaltvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der außerordentlichen Zahlung von Dienstleistungen zu fassen;

19° die Beschlüsse über den politischen Urlaub zu fassen;

20° die Beschlüsse über die Festlegung des administrativen Dienstalters zu fassen.

Art. 10 - Zu den Zwecken, die in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, vorgesehen sind, ist die Wallonische Regierung berechtigt, auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Agentur die Einstellung von Vertragsbediensteten zu genehmigen.

In Abweichung vom vorstehenden Absatz ist der Generaldirektor berechtigt, das zur Zeit abwesende Personal zu ersetzen. Der Vertrag darf ein Jahr nicht überschreiten.

Art. 11 - Der Generaldirektor ist verpflichtet, dem Verwaltungsrat und dem von der Funktion her zuständigen Minister halbjährlich für jede Einstellung von Vertragsbediensteten Folgendes mitzuteilen:

- den Namen und den Vornamen der eingestellten Person;
- die Daten der aufeinanderfolgenden Verträge bei der Agentur (Datum, Beginn und Ende vom Vertrag);
- das ausgeübte Amt;
- die Aufgabe(n), für die die Person eingesetzt wird.

Abschnitt 5 — Ausübung der Befugnisse

Art. 12 - Wenn der Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, werden die Befugnisse, mit denen er ausgestattet ist, während der Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung dem Generalinspektor der Agentur anvertraut.

Wenn der Generalinspektor abwesend oder verhindert ist, werden die Befugnisse, mit denen er ausgestattet ist, sowie die im ersten Absatz erwähnten Befugnisse, mangels gegenteiliger Verordnungsbestimmungen oder besonderer Bestimmungen, die vom Inhaber des Amtes getroffen werden, während der Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung dem betroffenen Generalinspektor anvertraut.

Art. 13 - Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Bediensteten sind berechtigt, die Vollmachten, die letzterem durch den vorliegenden Erlaß erteilt worden sind, aus irgendwelchem Grund selber auszuüben. Sie sind jedoch nicht berechtigt, den gegebenenfalls vom bevollmächtigten Bediensteten gefaßten und mitgeteilten Beschluß durch ihren eigenen Beschluß zu ersetzen.

KAPITEL III — Exklusivführungsbefugnis der Wallonischen Regierung

Art. 14 - Was das Personal betrifft, ist die Wallonische Regierung allein zuständig für:

- 1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;
- 2° die Erteilung von Vollmachten;
- 3° den Stellenplan;
- 4° die jährlichen Genehmigungen über die Besetzungsquote des Stellenplans;
- 5° die punktuellen Genehmigungen über die Einstellung von Vertragsangestellten.

KAPITEL IV — Exklusivführungsbefugnis des Verwaltungsrats

Art. 15 - Was das Personal betrifft, ist der Verwaltungsrat allein zuständig für:

- 1° die Erteilung von höheren Funktionen, die Beförderungen durch Gradbeförderung in der Stufe 1;
- 2° die endgültigen Beschlüsse im Anschluß an die von der Berufungskommission und der Berufungskammer abgegebenen Gutachten;
- 3° die Zulassung zur Probezeit und die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufe 1;
- 4° die Versetzungen im Interesse des Dienstes ab den Dienstgraden des Rangs A4;
- 5° die Abnahme der Eidesleistungen der Bediensteten der Stufe 1.

KAPITEL V — Schlußbestimmung

Art. 16 - Der Minister des Außenhandels wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 382

[C - 99/27083]

7 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de ambtenaren van het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waalse Exportagentschap)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waalse Exportagentschap), inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van het « Agence wallonne à l'Exportation » van 7 september 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Binnen het « Agence wallonne à l'Exportation », hierna het Agentschap genoemd, worden bevoegdheden overgedragen aan vastbenoemde personeelsleden die een betrekking bekleden in de personeelsformatie van deze instelling.

De aan de titularis van een functie toegekende overdrachten worden tevens toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgaven, B.T.W. niet inbegrepen.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur.

HOOFDSTUK II. — *De respectievelijke bevoegdheden van de directeur-generaal, inspecteur-generaal en van de directeurs**Afdeling 1. — Algemene overdrachten*

Art. 3. De directeur-generaal is gemachtigd om de mutatielijsten te ondertekenen die betrekking hebben op de wedden en toelagen van het personeel van het Agentschap en om de personeelskosten, alsook alle andere personeelsuitgaven ten laste van de begroting van het Agentschap, goed te keuren en betaalbaar te stellen.

Art. 4. De directeur-generaal en de door hem daartoe aangewezen vastbenoemde ambtenaren van niveau 1, 2+ of 2 zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en betaalbaar te stellen die de primaire ordonnateur vastgelegd heeft ten laste van de kredieten die op de begroting van het Agentschap voorzien zijn.

Art. 5. Elke gemachtigde ambtenaar moet de directeur-generaal maandelijks de volgende stukken verschaffen :

1° een lijst van de vastleggingen en betaalbaarstellingen die hij verricht heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2° een inventaris van de nieuwe patrimoniale aankopen, met het aan het materieel toegekende inventarisnummer en de plaatsaanwijzing ervan.

De in het eerste lid bedoelde stukken worden overgemaakt aan de directeur-generaal binnen een termijn van vijftien dagen na afloop van de bedoelde maandelijks periode. De directeur-generaal stuurt deze stukken door naar de raad van bestuur van het Agentschap.

Afdeling 2. — Overdrachten inzake delegaties in het buitenland

Art. 6. De titularissen van de onderstaande ambten zijn ertoe gemachtigd alle op de begroting van het Agentschap toe te rekenen uitgaven betreffende de werkingskosten van de delegaties in het buitenland goed te keuren en betaalbaar te stellen ten belope van het bedrag dat naast hun graad wordt vermeld :

— directeur-generaal : BEF 2 500 000

— inspecteur-generaal : BEF 1 250 000.

Bovendien is iedere economische en handelsattaché van het Waalse Gewest in het buitenland gemachtigd om, binnen de hem toegewezen financiële ruimte,

1° de in het eerste lid vermelde kosten goed te keuren en betaalbaar te stellen;

2° in het buitenland en wat betreft de dienst waarmee hij belast is, de arbeidsovereenkomsten van het niet-Belgisch hulppersoneel, de huur- en onderhoudscontracten alsook de bestelbriefjes of de overeenkomsten inzake de aankoop van duurzame roerende goederen te ondertekenen mits voorafgaande toestemming van de inspecteur-generaal van het Agentschap.

Afdeling 3. — Overdrachten inzake sluiting en uitvoering

van de overheidsopdrachten en van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Art. 7. Indien de bij de bepalingen van dit besluit toegekende overdrachten betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Agentschap de aanbestedende overheid is, is de directeur-generaal gemachtigd, ten belope van een bedrag van BEF 1 250 000, het bestek op te maken, de gunningswijze te bepalen, de procedure aan te spannen en de kandidaten voor een opdracht te selecteren.

De machtiging wordt nadien verhoogd tot een bedrag van BEF 2 500 000 om :

1° de opdracht toe te kennen;

2° de handelingen i.v.m. de uitvoering van de opdracht te verrichten, onverminderd de bevoegdheden toegekend aan de in het bestek aangewezen ambtenaar overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

In afwijking van het eerste lid, 2°, is de directeur-generaal bevoegd om af te wijken van de hoofdclausules en -voorwaarden van de toegekende opdracht, om een schikking te treffen en om boetes wegens vertraging bij de levering op te leggen ten belope van een bedrag van BEF 500 000.

Art. 8. In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerkzaamheden waarvan het Agentschap de opdrachtgever is, mag het bedrag van een afrekening of het totaalbedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de directeur-generaal voor zover het niet hoger is dan 15 % van het aanvankelijke bedrag van de indiening en niet meer dan BEF 1 250 000 bedraagt.

Afdeling 4. Overdrachten inzake personeel

Art. 9. De directeur-generaal is gemachtigd om :

1° beslissingen te nemen i.v.m. het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijke en het omstandigheidsverlof, alsook i.v.m. andere opdrachten dan opdrachten in het buitenland;

2° vrijstellingen van dienst wegens overmacht toe te staan;

3° ouderschapsverlof toe te staan, alsook verlof om cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke bescherming, om dienstplicht te vervullen in vreedstijd, verlof voor de opvang van een kind met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

4° beslissingen te nemen i.v.m. arbeidsongevallen en beroepsziekten;

5° de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 tot de proeftijd toe te laten en in vast dienstverband te benoemen;

6° over te gaan tot de aanstelling van de ambtenaren;

7° de administratieve verblijfplaats van de ambtenaren te bepalen;

8° beslissingen te nemen i.v.m. de mutaties op verzoek van de ambtenaar en met de mutaties van ambtswege van ambtenaren met een graad die niet hoger dan A5 is;

9° beslissingen te nemen i.v.m. de onderbreking van de beroepsloopbaan en de nodige maatregelen te treffen voor de vervanging van de personeelsleden die gebruik maken van deze onderbreking. De raad van bestuur en de functioneel bevoegde Minister dienen hierover ingelicht te worden overeenkomstig artikel 12 van dit besluit;

10° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang, in het kader van een stage of proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlaments- of provincieraadsverkiezingen, van prestaties ten gunste van de door de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende Kamers erkende politieke groeperingen of ten gunste van de voorzitters van deze groeperingen, alsook beslissingen i.v.m. het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht en vakbondsopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, of om cursussen te volgen met het oog op de vervolmaking van de intellectuele, morele of sociale opleiding in het kader van een verlof voor maatschappelijke emancipatie;

11° in het kader van de door de raad van beroep onderzochte zaken de vastbenoemde ambtenaar aan te wijzen die het betwiste voorstel moet verdedigen;

12° de in beschikbaarstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die niet een definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, maar afwezigheden die langer zijn dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

13° de in beschikbaarstelling wegens persoonlijke aangelegenheid uit te spreken;

14° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve Gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid;

15° de arbeidsovereenkomsten van het niet vastbenoemd personeel te ondertekenen, ter uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en van de Regering;

16° krachtens artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, beslissingen te nemen i.v.m. het ontslag, om gewichtige redenen, van het contractuele personeel en de raad van bestuur zo vlug mogelijk daaromtrent in te lichten;

17° de eedafleggingen van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 af te nemen;

18° beslissingen te nemen i.v.m. de vaststelling en uitbetaling van de wedde van de ambtenaren van het Agentschap, met inbegrip van het voorschot en de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt, alsook de uitbetaling voor buitengewone prestaties;

19° beslissingen te nemen i.v.m. het politiek verlof;

20° beslissingen te nemen i.v.m. de vaststelling van de administratieve anciënniteit.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, kan de Waalse Regering instemmen met de indienstneming van contractuele personeelsleden op de voordracht van de raad van bestuur van het Agentschap.

In afwijking van het vorige lid kan de directeur-generaal voorzien in de vervanging van het personeel dat tijdelijk afwezig is. In dat geval mag het contract niet langer lopen dan één jaar.

Art. 11. Voor elke indienstneming van een contractueel personeelslid moet de directeur-generaal elke semester de volgende gegevens verstrekken aan de functioneel bevoegde Minister :

- de naam en voornaam van de in dienst genomen persoon;
- de datum van de opeenvolgende contracten bij het Agentschap (datum, begin en einde van het contract);
- het uitgeoefende ambt;
- de opdracht(en) waarvoor de persoon aangewezen is.

Afdeling 5. — Uitoefening van de overdrachten

Art. 12. In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden zijn overdrachten tijdens zijn afwezigheid of verhindering aan de inspecteur-generaal van het Agentschap verleend.

In geval van afwezigheid of verhindering van de inspecteur-generaal en bij gebrek aan andersluidende reglementaire bepalingen of aan bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, worden zijn overdrachten alsook de in het eerste lid bedoelde overdrachten tijdens zijn afwezigheid of verhindering aan de betrokkene inspecteur-generaal verleend.

Art. 13. De hiërarchische meerderen van een gemachtigd ambtenaar mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende overdrachten uitoefenen. Ze mogen hun eigen beslissing echter niet in de plaats stellen van de door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekende beslissing.

HOOFDSTUK III. — Exclusieve beheersbevoegdheid van de Waalse Regering

Art. 14. Wat het personeel betreft, is alleen de Waalse Regering bevoegd voor :

- 1° de besluiten van organieke of reglementaire aard;
- 2° het verlenen van overdrachten;
- 3° de personeelsformatie;
- 4° de jaarlijkse machtigingen inzake de bezettingsgraad van de personeelsformatie;
- 5° bij gelegenheid, machtigingen inzake indienstneming van contractueel personeel.

HOOFDSTUK IV. — Exclusieve beheersbevoegdheid van de raad van bestuur

Art. 15. Wat het personeel betreft, is alleen de raad van bestuur bevoegd voor :

- 1° de toekenning van een hoger ambt, de bevorderingen bij verhoging van graad tot niveau 1;
- 2° de definitieve beslissingen ingevolge het advies van de commissies en raden van beroep;
- 3° de toelating tot de proeftijd en de vaste benoeming van de ambtenaren van niveau 1;
- 4° de mutaties in het belang van de dienst vanaf de graden van rang A4;
- 5° het afnemen van de eedaflegging van de ambtenaren van niveau 1.

HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

Art. 16. De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON